

mail du 16 avril 2017

A l'attention de Bernard Lacharme

Monsieur

J'ai pris connaissance avec intérêt de votre courrier relatif à la mise en œuvre du droit au logement, ainsi que de la tribune jointe, signée d'anciens ministres.

Un tel document jette hélas une lumière crue sur l'incapacité de notre société, au travers de tous les pouvoirs politiques qui se sont succédé, à imposer la satisfaction d'un besoin aussi élémentaire que celui d'avoir un toit sur la tête, dans un des pays les plus riches la planète pourtant : 4 millions de personnes sans domicile ou très mal logées, alors que 3 millions de logements restent vacants, selon vos propres constats, 15 millions dont les conditions de logement ne sont pas satisfaisantes.

Le nombre de ménages reconnus comme prioritaires au titre de la loi Dalo est en baisse, ce qui ne signifie hélas pas que leurs problèmes sont résolus. Malgré les promesses d'avant élection de l'actuel président de faire construire 500 000 logements par an, ce chiffre n'a jamais dépassé les 370 000 dont moins de 120 000 logements sociaux, en dépit des engagements, et de la loi...

L'aggravation de la situation sociale, par ailleurs, fait qu'il y a encore plus de mal-logés ou de sans domicile qu'il y a 10 ans, et les capacités d'hébergement d'urgence sont sans cesse bien au-dessous des besoins.

Face à ce constat révoltant et accablant, vos propres revendications reviennent pratiquement toutes à exiger que les dispositions légales actuelles – notamment celles de la loi DALO soient appliquées, que ceux dont c'est la mission : préfets, élus municipaux, et même « pouvoirs publics », les fassent respecter ! Alors, en ce qui me concerne, je ne vous répondrai pas à mon tour par un catalogue de promesses électorales, s'ajoutant à tant d'autres dont ce constat prouve la vanité.

Mais j'affirme dans cette campagne les objectifs des luttes qui seront nécessaires pour imposer les revendications vitales pour les catégories populaires, et bien entendu parmi elles je compte le droit à un logement décent. Ce que je formule ainsi dans mon programme : *il manque des millions de logement dans ce pays ; l'Etat devrait les construire en embauchant lui-même le personnel nécessaire, sans passer par les capitalistes du bâtiment. Il devrait ainsi les louer à prix coûtant et garantir des loyers accessibles aux classes populaires.*

Voilà qui permettrait en outre de réduire le chômage, et le financement est tout à fait possible si au lieu de déverser l'argent public à fonds perdus vers les plus riches, on prenait sur les fortunes – qui se comptent en milliards, soit l'équivalent du coût de millions de logements – des plus riches et des grands groupes capitalistes. Mais comme l'illustre votre document lui-même, il est clair que ce n'est pas de l'actuel Etat, dont l'absence de volonté en ce domaine est manifeste, qu'il faut l'attendre, mais de la mobilisation et du contrôle de la population, qui devra l'imposer.

Cordialement,

Nathalie Arthaud